

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Convention de partenariat avec la Caisse d'Allocations Familiales portant sur le contrôle des critères de décence dans le logement - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), mise en œuvre depuis le 24 mars 2014, renforce la lutte contre l'habitat indigne et non décent par le développement d'outils, comme la déclaration préalable de mise en location, l'exécution des travaux d'office ou encore l'application de la conservation de l'aide au logement.

La lutte contre le logement non décent participe à la prévention de l'insalubrité et permet de maintenir une offre de logements présentant un minimum de confort, et accessibles aux plus modestes. La qualité du logement contribue à faciliter la vie familiale, les conditions d'éducation des enfants et plus globalement le bien être de santé. C'est un déterminant de santé important.

Depuis la mise en œuvre de la loi ALUR, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) s'est dotée d'un outil incitatif et coercitif, favorisant des travaux de conformité : la conservation de l'aide au logement. C'est un véritable levier pour la mise en conformité des logements contribuant ainsi à l'assainissement du parc immobilier dégradé.

Par délibération du 26 juin 2018 n°V2018-195, il a été conclu, le 1^{er} septembre 2018, une convention partenariale de lutte contre la non décence des logements dotant la collectivité d'un outil coercitif pour la

lutte contre l'habitat dégradé, permettant de clarifier et d'améliorer l'intervention publique pour l'utilisateur.

Cette convention a habilité le Service Communal d'Hygiène et de Santé (SCHS) à réaliser des constats de non décence et des constats après travaux. La note interministérielle du 05 mars 2017 relative à la mise en œuvre du décret 2015-191 du 18 février 2015 relatif aux allocations logement et à leur conservation en cas de non-décence du logement, désigne les SCHS comme les partenaires privilégiés dans cette lutte.

La convention a prévu le versement d'une contribution financière à la Ville à hauteur de 100€ par dossier.

Considérant que des modifications doivent être apportées à la convention initiale, à l'article 9 "Disposition financière" notamment sur la volumétrie maximale annuelle du nombre de constats finançables, la volumétrie annuelle est fixée à 210 diagnostics par an, réalisés par le SCHS de Montpellier.

Les modifications sont reprises dans un avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de partenariat avec la CAF sur le contrôle des critères de décence dans le logement, entre la CAF de l'Hérault et la Ville de Montpellier ;
- de dire que les recettes seront inscrites au Budget de la Ville de Montpellier, chapitre 931 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 9 décembre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 décembre 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201130-147248-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/12/20
Réception en Préfecture : 09/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.